

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**Communauté de Communes du Quercy Rouergue et des Gorges de l'Aveyron
82140 Saint Antonin Noble Val - Mardi 21 avril 2026**

Le Conseil communautaire s'est réuni le mardi 21 avril de l'an deux mille vingt-six à 19h30, au nombre prescrit par le règlement, dans le lieu habituel de ses séances à Saint-Antonin-Noble-Val, sous la présidence de Madame BIRS, Présidente de la Communauté de Communes

Date de la convocation : 14 avril 2026

Nombre de délégués en exercice : 32. Nombre de présents : 31 Nombre de votants : 32

Présents : Mesdames BAGES, BIRS, CARDONNEL, GINESTOUS, MIRAMOND, PAPADOPOULO, PHILIPPE, SOCCOL, SOLEILHET, VIDAILLAC ;

Messieurs ADAM, BURG, COUSI, CROS, ESTRISPEAU, FERAL, GALAN, GALLAND, GAUTIER, HENRY, ICHES, JALLET, LOMBARD, LOPINET, MARTY, PALACH, PETIT, RENAULT, ROMANO, SERVIERES, SOUDARIN.

Absents : Mme BOZONNET a donné procuration à M. JALLET

Monsieur GAUTIER Thierry a été élu secrétaire de la séance.

Ref. 2026_3285

Objet : Cotisations – Adhésions de la Communauté de Communes QRGa à destination de différents organismes pour l'année 2026.

Madame la Présidente rappelle à l'Assemblée que chaque année, la Communauté de Communes adhère, sous forme de cotisations, à certains organismes afin d'obtenir des conseils sur certains dossiers.

Pour 2026, Madame la Présidente propose d'adhérer aux organismes suivants et de leur verser la cotisation demandée :

- AMF 82 : 460.00 €
- CAUE : 1 500 €
- Réseau Compost citoyen : 300 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire décide à l'unanimité :

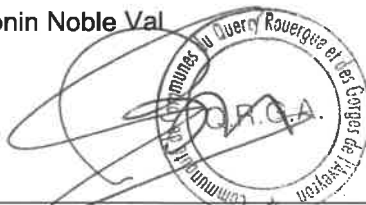
- D'ADHERER pour 2026 aux Organismes proposés ci-dessus,
- D'INSCRIRE les montants des cotisations dans le BP 2026,
- DE DONNER pouvoir à la Présidente ou son représentant de signer tout acte en conséquence et notamment, les conventions avec les structures.

Fait à Saint Antonin Noble Val

Le 21 avril 2026

La Présidente

Elisabeth BIRS



Le Secrétaire de séance

Thierry GAUTIER



La Présidente certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa transmission en Préfecture et/ou de sa publication. Le Tribunal Administratif pourra être saisi par courrier ou par l'application informatique Télérecours accessible par le lien <http://www.telerecours.fr/>